

CAI EAS
C18F
22 Oct. 1975
REF

Canada

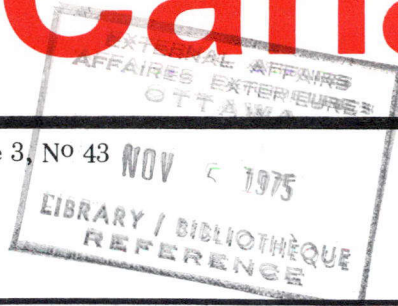


Ottawa, Canada.

Volume 3, No 43

NOV 6 1975

le 22 octobre 1975



Restrictions vigoureuses des prix et revenus, 1

Françoise Giroud au Canada, 3

La musique canadienne: Un commentaire de Yehudi Menuhin, 3

Habitat, 3

Amendement à l'Accord aérien entre la France et le Canada, 4

Nominations Diplomatiques, 4

Participation canadienne au Comité intergouvernemental de la Migration européenne, 4

Gérard Pelletier à France Presse, 5

Politique nationale de l'utilisation des terres, 5

Tournée du Théâtre du Nouveau Monde, 5

Restrictions vigoureuses des prix et revenus

Le premier ministre du Canada, M. Pierre Elliott-Trudeau, a annoncé le 13 octobre, des mesures rigoureuses pour contrer la hausse des prix et des salaires au Canada. "Ce programme de restrictions est le plus sévère qu'on ait prescrit aux Canadiens depuis la Deuxième guerre mondiale", a dit M. Trudeau. "Les directives concernant les prix et revenus auront force de loi pour le Gouvernement fédéral et tous ses employés, pour les 1 500 sociétés les plus importantes du Canada, y compris presque toutes les firmes de l'industrie du bâtiment et tous les employés de chacune de ces sociétés. Ces directives s'adressent également aux membres de toutes les professions libérales, notamment aux médecins, aux avocats, aux comptables et aux ingénieurs." Les gouvernements provinciaux sont aussi appelés à imposer ces mesures. Voici les passages essentiels de ce discours:

* * * *

Bien que les directives ne doivent avoir force de loi que sur un nombre de groupements assez restreint, elles ne peuvent être efficaces que si tous acceptent ces nouvelles consignes et se considèrent liés par elles. Cette lutte est l'affaire de tous et de chacun d'entre nous. Plus précisément, je vous demande de faire ce que vous seuls êtes en mesure de faire pour venir à bout de l'inflation. Je vous demande de reconnaître dans le quotidien de vos vies que tous les Canadiens doivent mettre un frein aux exigences croissantes qu'ils ont à l'égard des ressources du pays, pour que le Canada puisse vivre selon ses moyens.

C'est là la seule arme contre l'inflation qui permette quelque espoir de succès durable. Cette arme, vous l'avez entre les mains: c'est à vous de vous en servir.

On observe chez les Canadiens une tendance dangereuse à croire que seuls les gouvernements peuvent prendre, d'une manière efficace, des mesures contre l'inflation. On s'imagine généralement que si seulement l'État se montrait sévère à son propre égard, à l'égard des grands syndicats et des grandes entreprises, le problème serait résolu. Beaucoup sont persuadés que la modération individuelle n'est ni nécessaire ni efficace.

Principal facteur inflationniste

Cette opinion est erronée. Elle est en outre le principal facteur inflationniste.

La cause fondamentale de l'inflation, c'est qu'un trop grand nombre de gens et de groupements essaient d'accroître leurs revenus à des taux supérieurs à celui de l'augmentation de la richesse nationale.

Si je ne pouvais vous convaincre que d'une chose, ce soir, je voudrais que ce soit de ceci: que la plus sévère et la plus minutieuse des régies, fût-elle confiée à une armée de bureaucrates, et que même le blocage complet de tous les prix et revenus au Canada ne sauraient nous guérir pour de vrai du mal de l'inflation.

Le seul avantage du recours à la loi, c'est de donner aux gens le temps de comprendre et d'adopter le remède véritable, à savoir une modification fondamentale de nos attitudes. Nous devons nous rendre compte, en effet, qu'il n'est pas raisonnable de nous attendre à ce que la croissance des revenus soit plus rapide que celle de l'économie même du pays.

Si le pays ne prenait pas une nette conscience de cela, si nous ne parvenions pas à modifier nos façons d'être et nos aspirations, si la majorité des Canadiens refusaient de s'imposer une certaine modération, l'inflation connaîtrait inévitablement une recrudescence explosive au moindre relâchement des mesures gouvernementales.

Nous sommes enfermés dans un dilemme: ou bien nous vivons selon nos moyens, ou bien nous connaissons une inflation pire encore, une inflation qui déjà compromet nos perspectives d'emploi et de revenu.